

Un politique dans l'état-major : un pari hasardeux

MARIE-SOPHIE RAMSPACHER - LES ECHOS | LE 30/03/2015



La nomination d'Arnaud Montebourg à la vice-présidence du conseil de surveillance d'Habitat provoque le scepticisme. Les exemples réussis d'intégration de politiques dans le secteur privé en France sont rarissimes. Contrairement aux Etats-Unis.

Arnaud Montebourg, vice-président du conseil de surveillance du groupe Habitat : c'est sans conteste l'un des recrutements les plus médiatisés des dernières semaines. Coup de pouce ou coup de com ? Ni l'un ni l'autre pour Hervé Giaoui, PDG de Cafom, propriétaire de la chaîne d'ameublement française, qui soutient avoir choisi l'ancien ministre du Redressement productif pour sa connaissance du terrain et ses idées, et non pour sa proximité avec Bercy. « *Nous n'avons pas besoin d'appuis politiques, mais de clients. Arnaud Montebourg a pour mission d'identifier d'autres sources de revenus : de nouveaux services clients et des innovations dans les procédés de vente* », détaille-t-il. « *Habitat, où il n'aura pas de bureau, ne représentera qu'un tiers de son temps car il s'engagera dans d'autres activités.* » Une allusion à la société Les équipes du made in France dont l'ex-avocat - qui a suivi en 2014 les cours de l'Insead - a déposé les statuts, ainsi qu'à ses nouvelles fonctions d'administrateur au sein de la SSII Talan. Rémunéré sous forme d'indemnités par Habitat, sans responsabilité opérationnelle, Arnaud Montebourg a visiblement préféré un rôle de conseiller spécial qui lui permet de conserver sa liberté de parole et d'action.

Des personnalités à l'ego souvent surdimensionné

Recruter une personnalité politique ? Les entreprises demeurent sur la réserve et hésitent à s'engager dans cette voie : « *Gouverner un ministère n'est en rien comparable avec la direction d'une entreprise. Dans l'administration, beaucoup de décisions se prennent, drivées par l'appareil de l'Etat* », relève Caroline Golenko, associée de CTPartners. « *Autre réserve, la déconnexion des politiques des réalités de l'entreprise* », complète la chasseuse de têtes. Ainsi que leur « *ego surdimensionné* » qui « *s'accommode mal de l'ombre* ». Résultat, rares sont ceux à avoir percé dans le secteur privé. Un seul, Yves Galland, a réussi ce saut dans le privé. Plusieurs fois ministre, il avait stupéfié la classe politique en prenant la présidence de Boeing France, une fonction qu'il assume depuis quatorze ans ! Autre reconversion médiatique dans l'entreprise privée, celle de Renaud Dutreil. L'ancien ministre des PME, qui avait dirigé la filiale américaine de LVMH (propriétaire des « Echos ») après avoir quitté la vie

politique en 2008, s'est ensuite lancé en 2012 dans une vie d'entrepreneur. Via son fonds, Belleville Solutions, il vient de racheter Jolival, une eau de source française. « *Devenir entrepreneur est risqué, courageux, mais bien moins contraignant que les reportings et les organisations pyramidales* », analyse Caroline Golenko. Certains toutefois parviennent à redevenir un simple rouage : l'ancienne ministre de la Culture Christine Albanel s'est replacée en 2010 chez Orange, en charge de la RSE. « *Longtemps, les entreprises publiques ont offert une passerelle aux politiques. Pechiney a ainsi accueilli plusieurs responsables dont Martine Aubry (directrice générale adjointe de 1989 à 1991)* », rappelle Caroline Golenko.

Ces pistes s'étant restreintes, d'anciens ministres - Jean-François Copé, Noël Mamère, Rachida Dati, Dominique de Villepin, etc. - ont enfilé la robe d'avocat. « *Bien exploité, leur carnet d'adresses leur permet de démarcher eux-mêmes les clients* », explique Emeric Lepoutre, responsable de la practice board et gouvernance d'Eric Salmon & Partners.

Des reconversions courantes outre-Atlantique

Rarissimes en France, les reconversions des politiques dans le privé sont monnaie courante outre-Atlantique. « *Aux Etats-Unis, les carrières politiques sont brèves, encadrées par la limitation du renouvellement des mandats. La porosité entre le monde politique et l'entreprise y est naturelle, contrairement à la France* », éclaire Emeric Lepoutre. Les ex-politiques se retrouvent aux commandes dans de nombreux secteurs. Al Gore, l'ex-vice-président de Bill Clinton, appartient au comex d'Apple et conseillerait Google... Après sa défaite contre Tony Blair, John Major a rejoint Carlyle, connu pour avoir enrôlé jadis George Bush père et James Baker. Quant à Dropbox, il a offert un siège l'an dernier à Condoleezza Rice... Certaines reconversions toutefois font scandale : en 2006, quinze jours après avoir quitté la Chancellerie, Gerhard Schröder rejoignait Gazprom pour présider un consortium chargé de l'exploitation du gazoduc Nord Stream, devenant indirectement le lieutenant de Vladimir Poutine, qui a acquis à prix d'or son entregent sur la scène mondiale. On est loin du coup de pouce ou du coup de com.●

Marie-Sophie Ramspacher

-50%*

[Je m'abonne !](#)